Le Burundi veut mettre sous tutelle les fonds de l'UE destinés aux populations

@rib News, 15/03/2016 COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LA DECLARATION DU 14 MARS 2016 PAR Lâ€™UNION EUROPEENNE SUR LE BURUNDI.- 1.- Le Gouvernement de la RÃ©publique du Burundi a pris acte de la dÃ©claration de lâ€™UE concluant les consultations avec le Burundi au titre de lâ€™article 96 de lâ€™Accord de Cotonou AC 14 mars 2016, une conclusion visant Ã suspendre lâ€™aide de lâ€™Union EuropÃ©enne au Burundi.
2.- Le Gouvernement dÃ©plore que lâ€™Union EuropÃ©enne en prenant une telle conclusion, nâ€™ait pas pris en considÃ©r les avancÃ©es pourtant significatives, les efforts dÃ©ployÃ©s et les progrÃ¨s rÃ©alisÃ©s sur le plan sÃ©curitaire malgrÃ© les lancÃ©s par les groupes terroristes ayant choisi comme cibles les populations civiles et les forces de sÃ©curitÃ©, situation actuellement maÃ®trisÃ©e. La dÃ©cision de lâ€™Union EuropÃ©enne risque malheureusement dâ€™encourager ces terroris vont interprÃ©ter ce geste comme un une rÃ©compense Ã leur entreprise criminelle. 3.- Non plus, lâ€™Union EuropÃ©enne pas pris en compte lâ€™Ã©volution positive de la situation en rapport avec le dialogue inclusif inter Burundais en cours, ainsi que les rÃ©centes mesures prises en rapport avec les droits de lâ€™homme notamment la grÃ¢ce accordÃ©e Ã plus de 2.000 prisonniers, lâ€™annulation des mandats dâ€™arrÃªt contre certaines personnalitÃ©s, la libÃ©ration de plusieurs dÃ©tenus en avec le mouvement insurrectionnel de mÃªme que la rÃ©ouverture de quelques radios privÃ©es, tout cela aprÃ¨s une instruction diligente de leurs dossiers, sur demande du Gouvernement. 4. Toutefois, le Gouvernement du Burundi, qui Å“uvre pour le bien-Ãªtre de la population burundaise se rÃ©jouit de ce que le partenaire europÃ©en ait maintenu le soutien financier Ã la population ainsi que lâ€™aide humanitaire, ce qui par ailleurs constitue la principale prioritÃ© du Gouvernement. 5. Dans le souci de prÃ©server toute la transparence nÃ©cessaire et parer aux Ã©ventuelles opÃ©rations de blanchiment de ces financements ainsi que leur dÃ©tournement vers dâ€™autres activitÃ©s suspectes, les fonds destinÃ©s aux projets pour l bien Ãªtre de la population devront passer par les comptes de la Banque Centrale conformÃ©ment Ã la loi en la matiÃ¨re et en vigueur, tout en restant dans leur intÃ©gralitÃ© Ã lâ€™entiÃ¨re disposition de la population bÃ©nÃ©ficiaire. Et pour donne davantage de chance aux rÃ©sultats du dialogue interburundais dÃ©jÃ initiÃ© et dans le souci de consolider les acquis de la rÃ©conciliation nationale, les entitÃ©s chargÃ©es de la gestion des Projets financÃ©s devront se conformer Ã lâ€™esprit des Ã©quilibres prescrits par les Accords dâ€™Arusha dans le recrutement de leur personnel. 6.- Pour sa part, le Gouvernement de la RÃ©publique du Burundi continuera, et sans contrainte aucune, son Å“uvre de redresser la situation au niveau politique et sÃ©curitaire, dans lâ€™intÃ©rÃªt du bien du peuple burundais, tout en tenant en considÃ©ration la souverainetÃ© nationale, lâ€™intÃ©gritÃ© territoriale et les bonnes relations avec ses partenaires. Aucune dÃ©cision ou proposition remetta en cause ces principes sacrÃ©s ne peut recevoir le soutien du Gouvernement de la RÃ©publique du Burundi. 7.- Enfin, le Gouvernement de la RÃ©publique du Burundi remercie vivement tous les pays de lâ€™Union EuropÃ©enne qui ont refusÃ© de suivre la position dâ€™un membre de lâ€™U.E qui cherche toujours Ã sâ€™ingÃ©rer davantage dans les affaires intÃ©rieures Burundi et qui est Ã lâ€™origine des nombreux problÃ¨mes qui jalonnent lâ€™histoire de ce pays. Bujumbura, le 15 mars 201 Le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral du Gouvernement et Porte-parole du Gouvernement Philippe Nzobonariba.-